

GROENLAND : DERRIÈRE LA SÉCURITÉ, LA GUERRE MONDIALE DES TERRES RARES

Vaste territoire arctique aux ressources minières considérables mais encore largement inexploitées, le Groenland ne compte qu'environ 57 000 habitants. Ancienne colonie danoise, l'île bénéficie depuis **1979** d'un statut d'autonomie au sein du royaume du Danemark. Elle est administrée par un gouvernement local disposant de compétences étendues, notamment en matière d'éducation, de santé ou bien de politique sociale.

Cette autonomie ne signifie toutefois pas indépendance. Le Groenland reste soumis à la Constitution danoise et à la Cour suprême du royaume. Les questions régaliennes, à savoir la défense, la sécurité et la politique étrangère, relèvent toujours de Copenhague, qui assure par ailleurs un soutien financier annuel d'environ **520 millions d'euros** à ce territoire arctique.

Le Groenland occupe également une position singulière vis-à-vis de l'Union européenne. Bien qu'il ait quitté la CEE en 1985, il reste étroitement lié à l'UE en tant que pays et territoire d'outre-mer et bénéficie d'un accès privilégié au marché européen et de la **citoyenneté** européenne pour ses habitants. Dans un contexte de tensions internationales croissantes et de dépendance accrue aux matières premières critiques, cette situation fait du Groenland un enjeu stratégique pour les Européens, comme pour les grandes puissances.



C'est dans ce cadre que les ambitions américaines sur l'île prennent tout leur sens.

Lorsque Donald Trump évoque l'annexion du Groenland, la raison officielle est limpide : la **sécurité**. Dans un monde redevenu conflictuel, le Groenland constitue une pièce maîtresse du dispositif stratégique américain, un bouclier avancé face à la Russie, et désormais à la Chine.

L'argument semble tout à fait entendable. Le Groenland occupe une position géographique unique, au carrefour de l'Atlantique Nord et de l'océan Arctique. Il permet de surveiller les trajectoires balistiques potentielles reliant le continent nord-américain à l'Europe et l'Asie. Il offre aussi un point d'observation et de contrôle sur les nouvelles routes maritimes arctiques, promises à un développement rapide avec la fonte accélérée de la banquise.

Mais cette justification sécuritaire, aussi rationnelle soit-elle, masque une réalité plus profonde. Et surtout, plus ancienne.

Une base américaine déjà installée depuis plus de 70 ans

Car les États-Unis n'ont pas attendu Donald Trump pour s'implanter au Groenland. Depuis la guerre froide, l'île constitue une **plateforme militaire majeure**.

La base de **Pituffik**, autrefois connue sous le nom de Thulé, joue un rôle central dans le système d'alerte américain. Dans les années 1950 et 1960, elle accueillait jusqu'à 10 000 soldats. C'est également à cette époque que les États-Unis ont développé un projet aussi secret qu'ingénieux : **Camp Century**.

Cette base creusée sous la glace devait permettre de déployer jusqu'à 600 missiles nucléaires dans un réseau de tunnels mobiles. Le projet fut finalement abandonné, les galeries se sont effondrées, mais l'épisode illustre l'ampleur de l'investissement stratégique américain au Groenland.

Surtout, un accord signé en **1951** entre les États-Unis, le Danemark et le Groenland, prolongé et renforcé en **2004 à Igaliku**, accorde déjà à Washington une liberté d'action militaire quasi totale.

Stratégiquement, les États-Unis font déjà ce qu'ils veulent au Groenland, sans avoir besoin de l'annexer.



Une question devient alors inévitable : pourquoi chercher à annexer un territoire sur lequel Washington exerce déjà, de fait, une influence quasi-totale, et pourquoi maintenant ?

La réponse est ailleurs. Le véritable enjeu n'est pas stratégique. Il est **minier**.

Pétrole, fer, cuivre... le réchauffement climatique rend progressivement ces ressources plus accessibles. Mais surtout, le sol groenlandais abriterait des quantités considérables de terres rares, 17 métaux devenus absolument indispensables aux technologies modernes. Téléphones portables, véhicules électriques, éoliennes, missiles, systèmes radar : toute l'économie numérique et militaire contemporaine repose sur les terres rares.

Une dépendance stratégique à la Chine

Or, le problème est bien connu : la Chine domine totalement le marché.

Elle assure environ 70 % de la production mondiale et près de 90 % du raffinage. En 2021, **98 %** des terres rares consommées dans l'Union européenne provenaient de Chine.

Pékin n'hésite pas à utiliser cette position comme levier géopolitique. Les restrictions à l'exportation imposées en 2000, 2010 puis 2011 ont servi de rappels brutaux à la dépendance occidentale.

Résultat : une course mondiale est engagée pour sécuriser des sources alternatives, le Groenland occupe alors une place centrale.

Certains rapports estiment que l'île pourrait détenir jusqu'à **un quart des réserves mondiales de terres rares**, notamment des terres rares lourdes : dysprosium, terbium, lutécium... les plus rares, les plus chères, et souvent les plus stratégiques pour l'armement.

Tout le monde se presse donc au Groenland. Les Européens multiplient les accords ; les Chinois avancent prudemment, souvent via des participations indirectes dans des sociétés minières occidentales ; Le gisement de **Tanbreez** fait rêver les industriels du monde entier.

Mais l'exploitation ne démarre pas parce que les terres rares sont presque toujours associées à de l'uranium et du thorium, hautement radioactifs. Leur extraction est l'une des activités industrielles les plus polluantes qui soient.



La Chine accepte ce coût environnemental mais les pays occidentaux, eux, ont préféré délocaliser. Les Groenlandais quant à eux, ont dit non. Sous la pression de la population, le gouvernement a instauré un moratoire sur l'extraction de l'uranium et des terres rares. Le trésor est là, mais il est gelé.

C'est ici que la vision de Donald Trump prend tout son sens. Annexer le Groenland, c'est une question d'approvisionnement stratégique. La stratégie est la suivante, lever le moratoire, exploiter les gisements, sécuriser les terres rares.

Le Groenland n'est plus seulement un territoire autonome sous souveraineté danoise : il devient un acteur malgré lui des tensions croissantes entre Washington et Pékin.

Pour les États-Unis, le Groenland apparaît comme une issue possible à une dépendance jugée dangereuse envers la Chine, un moyen de reprendre la main sur des approvisionnements essentiels à leur économie et à leur défense. Pour Pékin, au contraire, l'île représente un risque : celui de voir émerger une alternative capable d'affaiblir un levier stratégique.

Pris entre ces deux logiques de puissance, le Groenland se retrouve propulsé sur le devant de la scène internationale, transformé en terrain de confrontation indirecte.

